



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 169 / 6 SEPT 89

SOMMET DES PAYS-NON ALIGNES

Le Nicaragua a remporté jusque-là deux succès: il assumera une des cinq vice-présidences du conclave en tant que représentant des pays latino-américains et il intégrera, comme point de discussion, dans le document qui servira de base au débat, la question du droit international.

LE FMLN EGALEMENT PRESENT A BELGRADE

Une délégation du FMLN et du Front démocratique révolutionnaire FDR du Salvador menée par la Comandante Nidia Diaz et Eduardo Calles participent en tant qu'invitées au sommet des pays non-alignés.

D'ESQUIPULAS A TELA: DEUX ANNEES POUR LA PAIX

D'Esquipulas à Tela, deux années de négociations ont vaincu tous les obstacles. Les cinq présidents ont signé la démobilisation de la contra.

LA PEUR NOUS A FAIT PARTIR ET L'ESPOIR NOUS FAIT REVENIR

Une nouvelle vague de retours de nicaraguayens réfugiés au Honduras, encouragés para les récents accords de Tela, pourrait bien augurer un retour massif dans les prochains mois, lorsque la démobilisation de la contra sera un fait accompli.

L'EDUCATION DES ENFANTS HANDICAPES:

Après une évaluation de son action dans le domaine des enfants handicapés, le Ministère de l'éducation a entrepris un dynamique programme d'éducation spécialisée qui repose avant tout sur la communauté.

MASAYA, 150 ANS D'EPOPEE POPULAIRE

Un siècle et demi après sa fondation, Masaya devient "patrimoine culturel de la nation", en hommage à sa tenacité, ses luttes, sa créativité.

ELECTIONS:

Cinq partis sur les 21 groupes politiques légalisés ont déjà choisi leur formule politique pour les élections présidentielles du 25 février 1990.

Chère lectrice, cher lecteur: Voilà que nous reprenons le rythme hebdomadaire avec une nouvelle équipe ici à l'ANN Zürich. Bonne lecture.

40P 11481

NON-ALIGNED

SOMMET DES PAYS NON-ALIGNED : LA CRISE CENTRAMERICAINE DEVRAIT ETRE EVOQUEE

par Sergio Ferrari

Belgrade, Yougoslavie, 4 Septembre (ANN). Le mouvement des non-alignés, fort de 28 ans d'expérience, a ouvert à Belgrade son 91ème sommet avec la volonté d'affermir sa présence dans le monde, dans le nouveau contexte de détente internationale. Robert Mugabe, président du Zimbabwe et coordinateur des non-alignés pendant ces trois dernières années a remis à son homologue yougoslave, Janez Drnovsek, la responsabilité de diriger ce sommet et de présider le mouvement jusqu'en 1992.

Menée par le président D.Ortega et représentée à la session d'ouverture par le commandant Henry Ruiz, la délégation nicaraguayenne aura son tour d'intervention mercredi prochain, avant que le sommet n'arrive à l'étape des conclusions. Le Nicaragua a remporté jusque-là deux succès significatifs : il assumera une des cinq vice-présidences du conclave en tant que représentant des pays latino-américains et il intégrera comme point de discussion, dans le document qui servira de base au débat, la question du droit international.

Le but est de soutenir le travail de la Cour internationale de justice de la Haye et surtout de réaffirmer un principe que le Nicaragua n'a cessé de défendre : le respect du droit international comme moyen indispensable de coexistence entre les nations.

Une des inconnues est la place qu'occupera dans les débats la crise centraméricaine, attisée par les derniers événements de Panama.

La délégation nicaraguayenne ainsi que le FMLN du Salvador (qui assiste à la rencontre en tant qu'invité) attendent du sommet qu'il ratifie les accords de Tela ainsi que le processus de négociations et condamne l'ingérence des Etats-Unis en Amérique centrale et dans le processus électoral nicaraguayen.

Paradoxalement, le président équatorien, Rodrigo Borja, dans son discours d'inauguration au nom des pays latino-américains et des Caraïbes, a analysé les grands thèmes de la dette extérieure, du déséquilibre nord-sud et de l'armement, sans faire allusion à la question centraméricaine. C'est Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP et du nouvel état palestinien, qui a abordé le problème, affirmant qu'il était "nécessaire de condamner les menaces permanentes qui pèsent sur le Nicaragua", se faisant ainsi porte-parole d'un des courants des non-alignés qui n'évade pas le débat de fond au sein du mouvement.

Le Nicaragua est d'ores et déjà candidat pour accueillir

le prochain sommet de 1992.

LE FMLN EGALEMENT PRESENT A BELGRADE.

Belgrade, Yougoslavie, 4 septembre (ANN). Une délégation du FMLN et du Front démocratique révolutionnaire (FDR) du Salvador menée par la Comandante Nidia Diaz et Eduardo Calles participent en tant qu'invitées au sommet des pays non-alignés qui s'ouvre aujourd'hui.

Dans l'entrevue qu'elle a accordé à l'ANN, la dirigeante de la guerrilla a rappelé la relation établie il y a neuf ans par le Mouvement révolutionnaire salvadorien avec les pays non-alignés, réaffirmant qu'un des principes fondamentaux de la politique extérieure du FMLN est le non-alignement.

Les pays non-alignés "ont maintenu une solidarité active avec les mouvements de libération en lutte pour l'autodétermination et la souveraineté nationale. Nous nous identifions donc pleinement avec eux. Nous avons besoin de la solidarité... Nous voudrions en particulier que soit abordée la question centraméricaine et que la solution politique négociée trouve un appui", a expliqué N. Diaz, qui fait partie de la direction du FMLN et de sa commission politico-diplomatique. Elle a estimé qu'une pression de la Communauté internationale sur le gouvernement salvadorien afin qu'il s'engage en faveur de la paix serait très positive.

Deux représentants du gouvernement salvadorien se trouvaient également à Belgrade en qualité d'observateurs, ce pays centraméricain ne faisant pas partie du mouvement des non-alignés.

D'ESQUIPULAS A TELA: DEUX ANNEES POUR LA PAIX

par Sergio Ferrari

Managua, août (ANN). Pendant les deux dernières années, entre la réunion des présidents à Esquipulas, au Guatemala, le 7 août 1987 et la réunion de Tela, au Honduras, clôturée le 7 août, le processus de pacification dans la région d'Amérique centrale a connu des hauts et des bas, des moments d'euphorie et de découragement, d'interrogations et d'explications.

Depuis Esquipulas II et le résultat d'un premier sommet qui a défini "la logique" de la négociation dans la région, jusqu'aux accords de Tela confirmant par écrit la fin du conflit au Nicaragua et proposant des solutions pour une issue à la guerre au Salvador, l'Amérique centrale a gagné en maturité politique, elle règle elle-même le problème.

me d'un des foyers de tension internationale les plus cruels et au futur le plus obscur.

Le long processus de 730 jours a un point de départ, "le sommet de décollage" et un point d'arrivée qui conclut la première étape de la négociation en Amérique centrale et pourrait être appelé "sommet de dénouement". Le processus avance, s'enchaîne... Il n'y aurait pas eu de Tela sans Esquipulas.

ESQUIPULAS:

QUELQUES HYPOTHESES ET UN RESUME

Esquipulas II a tracé les grandes lignes de la réconciliation nationale dans chaque pays de la région dans les domaines suivants: Dialogue avec l'opposition politique et les groupes désarmés bénéficiant de l'amnistie, création de commissions nationales de réconciliation et cessez-le-feu. Esquipulas II a aussi incité à approfondir les efforts de démocratisation et à organiser des élections libres, pluralistes et honnêtes. Pour assurer la détente entre les états, il a été décidé de mettre fin à l'aide aux forces irrégulières ou aux mouvements insurrectionnels et de respecter "la non utilisation du territoire pour agresser les autres états".

Alors que tout indiquait la généralisation du conflit en Amérique centrale, surtout avec la crise salvadorienne et l'agression contre le Nicaragua, les résultats d'Esquipulas II et leur interprétation ont donné naissance à des hypothèses diverses, voire contradictoires:

Première hypothèse: les accords seraient une tentative de légitimation mutuelle des cinq gouvernements et cela pourrait les inciter à agir ensemble pour surmonter l'enlisement économique. Partant de là, les accords pourraient aussi refréner une intervention encore plus directe de l'administration Reagan.

Deuxième hypothèse: Les accords essaieraient de "dompter" la révolution sandiniste par le biais politique, utilisant les accords comme un nouvel instrument pour la guerre "de faible intensité" menée par le gouvernement des Etats-Unis.

Troisième hypothèse: Les accords seraient plus efficaces si le principe d'une solution latino-américaine aux conflits de la région est retenu (critères de non-ingérence et d'autodétermination), si une mobilisation sociale pour la paix existe et si la contradiction se résoud entre la révolution sandiniste à la recherche de sa légitimation et ceux qui essaient de la rendre illégitime.

Pour beaucoup, Esquipulas était une "camisole de force" pour le Nicaragua. Ils portaient de l'analyse que "la révolution sandiniste de nature totalitaire ne pourrait pas accepter la démocratisation". Bien au contraire, le temps a démontré que le Nicaragua a relevé le défi et parie sur le renforcement du projet contenu dans son programme hi-

storique, fondé sur le pluralisme politique, l'économie mixte et le non-alignement. Les concessions des sandinistes n'ont pas remis en cause le projet historique et stratégique d'une révolution qui à chaque pas a trouvé les réponses tactiques grâce à son originalité et son pragmatisme.

ALAJUELA (ESQUIPULAS III) ET COSTA DEL SOL (ESQUIPULAS IV): LE NICARAGUA POUR CIBLE

Les deux sommets suivants au Costa Rica et au Salvador, à 13 mois d'intervalle, ont trois points essentiels en commun: *Premièrement*, le Nicaragua était le seul thème à l'ordre du jour; *deuxièmement*, les autres présidents n'ont formulé d'exigences et de conditions qu'envers le gouvernement sandiniste, ignorant la réciprocité prévue dans l'esprit d'Esquipulas, *et troisièmement*, la *délégation nicaraguayenne, avec ses propositions, a sorti la négociation des obstacles où elle s'enfermait au cours des deux réunions.*

Au Costa Rica, en janvier 1988, l'échec des négociations semblait inévitable, mais le Président Daniel Ortega s'est engagé à lever l'état d'urgence, à assouplir l'amnistie et le processus électoral (municipal), à engager le dialogue avec la contra (inimaginable jusqu'alors) et cela a permis la survie du processus de paix.

Entre *Esquipulas III* et l'accord signé par les cinq présidents au Salvador, treize mois après, les aléas de la négociation n'ont pas réussi à freiner la dynamique des négociations entre le gouvernement et la contra, concrétisée par les accords de Sapoa (23 mars 1988). Les experts et spécialistes de la région restaient incrédules et pourtant la débandade de la contra se confirmait. Quelques jours avant Sapoa, avec l'opération militaire "Danto 88" au nord du Nicaragua, les nouveaux plans de guerre de la "résistance nicaraguayenne" subissaient le coup de grâce.

Tela et la démobilisation de la contra: La fin de la guerre est officielle, l'intérêt s'est reporté sur le Salvador. L'accord de Costa del Sol n'a pas été respecté: le plan de démobilisation de la contra prévue dans les trois mois suivants ne s'est pas concrétisé mais les conditions générales pour en finir officiellement avec la guerre contre le Nicaragua existent.

Les présidents d'Amérique centrale sont arrivés à Tela sans autre possibilité pour rester cohérents sur les accords déjà approuvés que de définir le calendrier de démobilisation, rapatriement et réinstallation de la contra. Ils ont eu aussi recours à un organisme de vérification, la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV), constitué par l'ONU et l'OEA, garantie d'équité non seulement pour les cinq présidents mais aussi pour la Communauté internationale.

Le Nicaragua et le Honduras ont également négocié la

possibilité de retirer la plainte du gouvernement nicaraguayen déposé à la Cour internationale de justice de la Haye dénonçant la complicité de son voisin du nord dans la guerre d'agression.

Le règlement de ce différend judiciaire, subordonné à l'évaluation de la CIAV sur la démobilisation de la contra, pourrait se conclure entre les deux états par voies extra-judiciaires. Le Honduras s'est engagé à convoquer les forces de paix de l'ONU pour contrôler ses frontières et pour éviter des infiltrations de la contra.

Une série d'éléments permet de conclure ce bilan des négociations qui ont duré deux ans. Pour la première fois depuis 24 mois, les cinq présidents ne sont pas arrivés au sommet avec seulement des exigences envers le Nicaragua. Ceci montre de fait que les présidents du Costa Rica, du Honduras, du Guatemala et du Salvador sont convaincus que leur homologue nicaraguayen a respecté de façon satisfaisante les accords précédents. En acceptant la fin du "problème contra", l'attention semble se tourner vers la "question salvadorienne". La nécessité de régler la crise du plus petit pays de la région fait partie des accords de Tela (avec l'accord du gouvernement et de la guerrilla), un appel est lancé aux deux parties pour mettre fin aux hostilités et pour engager un dialogue démocratique et une concertation sur une solution pacifique. Une fois ces conditions réalisées, le FMLN devrait se démobiliser.

De là le débat "symétrie ou non" qui alimente la confrontation idéologique en Amérique centrale en associant la démobilisation de la contra à celle du FMLN, est clos. La guerrilla selon les accords de Tela, devra se démobiliser lorsque le processus de dialogue et de négociations sera conclu. Le FMLN pense que cela est possible en début d'année et a annoncé qu'il acceptera la validité des élections si certaines conditions minimum sont garanties. Dans son analyse politique, le FMLN manifeste une nette souplesse dans ses positions. Aujourd'hui il ne rejette pas la possibilité de trouver un accord raisonnable avec le gouvernement salvadorien, par la voie politique, si un quota de représentativité au pouvoir lui est reconnu.

Non seulement Tela renforce la voie négociée, mais Tela élimine aussi les derniers prétextes et les dernières conditions imposées par les gouvernements des Etats-Unis pour poursuivre leur appui aux solutions guerrières dans la région.

C'est un message important qui arrive au moment: l'administration Bush semble reléguer au deuxième plan le problème de l'Amérique centrale, au moment où le congrès doit reconsidérer son aide à la contra, au moment où par des initiatives concrètes (dialogue national et consensus électoral), le Nicaragua réaffirme qu'il veut "vivre en paix" et normaliser ses relations avec les Etats-Unis.

LES PREMIERS RESULTATS DES ACCORDS DE TELA

Le 10 août dans une lettre adressée au secrétaire de l'ONU, le Honduras a retiré sa réserve sur la création de l'ONUCA (forces de paix de l'ONU pour l'Amérique centrale). Cette décision signifie clairement que le Honduras accepte la création de cette instance qui était "gelée" depuis plusieurs mois par le refus de Tégucigalpa. L'ONUCA sera composée par le Canada, la République Fédérale Allemande, l'Espagne et quelques pays latino-américains.

Le 14 août le président Ortega a déclaré que le Nicaragua demandait officiellement à la Cour internationale de justice de la Haye un report du procès intenté par son pays contre le Honduras. Managua a demandé officiellement au plus haut tribunal international de reporter au 5 décembre la plaidoirie que le Nicaragua devait présenter le 19 septembre selon les délais du jugement.

Cela correspond à la date à laquelle la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) doit être prête à présenter le rapport sur le processus de démobilisation de la contra.

Ces deux points étaient clairement exposés dans "L'accord extra-judiciaire entre le Nicaragua et le Honduras" signé à Tela par les cinq présidents le 7 août.

LA PEUR NOUS A FAIT PARTIR ET L'ESPOIR NOUS FAIT REVENIR

Par Sergio Ferrari.

Las Manos (Nueva Segovia), Nicaragua, août (ANN). "C'est la peur de la guerre et la crainte de perdre la vie qui nous a fait partir et nous revenons avec l'espoir d'une nouvelle situation", assure J.M. Talavera qui, après quatre années vécues dans des conditions inhumaines au Honduras, est retourné au Nicaragua avec un groupe de rapatriés au cours de la dernière semaine d'août, par le poste-frontière de "Las Manos", situé à 260 kilomètres au nord de Managua.

"Je vais à San Juan del rio Coco où se trouvent ma femme et mes enfants que je n'ai pas vus depuis très longtemps", a expliqué J.M. Talavera tout en assurant que "beaucoup de réfugiés sont en train de revenir". Entre janvier et août de cette année environ 2300 citoyens nicaraguayens sont retournés dans leur pays par le biais du Haut commissariat des nations unies pour les réfugiés (HCR), sans compter ceux qu'on appelle les "rapatriés spontanés" difficiles à dénombrer.

Les déclarations accordées à l'ANN par plusieurs réfugiés coïncident quant aux causes qui ont déterminé leur

départ de leur pays il y a deux, quatre et même neuf ans suivant les cas, ainsi qu'aux motivations de leur retour. Pour tous, bien que les informations dont ils disposaient dans les camps au Honduras demeuraient très vagues, le nouveau vent de paix et de détente auquel les accords de Tela ont donné un regain de vigueur y est pour beaucoup.

"Les gens ont beaucoup d'espoir", fait observer Margarita Vargas, officier de protection du HCR au Honduras qui a accompagné les citoyens nicaraguayens jusqu'à la frontière.

Des 83 personnes qui sont revenues, 58 avaient le statut de réfugiés et vivaient dans l'un des trois camps du HCR dans les environs de Danli: Las Vegas, Guasimo et las Hortalizas. Les 25 autres se trouvaient sous le contrôle des autorités d'immigration du Honduras. Ces derniers "payaient chaque mois une somme d'argent pour avoir l'autorisation de résider en ville", affirme M. Vargas qui explique qu'en dépit du fait qu'ils ne sont pas des réfugiés du HCR, cet organisme soutient également leur retour volontaire.

"Il reste encore 14200 réfugiés dans ces trois camps. Bien qu'il n'entre pas dans nos compétences de faire de la propagande pour qu'ils retournent dans leur pays, lorsqu'ils nous interrogent sur les perspectives de paix, les accords des présidents et autres, nous tentons de les éclairer", assure la fonctionnaire du HCR.

"Revenir dans mon pays me procure une grande joie", affirme Ramon Osorio, originaire de Teotecacinte (au nord-ouest du Nicaragua) qui a été immédiatement conduit par un véhicule spécial dans sa communauté natale, "ou je vais me consacrer à cultiver la terre", dit-il, "je suis parti il y a cinq ans et je me sens un peu inquiet."

"J'ai un peu peur parce que je suis un être humain et que je ne sais pas très bien quelle va être la réaction de mes voisins? ; mon départ a été causé par la peur et j'espère être bien accueilli car je n'ai trempé dans rien. J'ai connu des moments difficiles car nous avons dû affronter la faim. On ne pouvait que faire de petits boulots pour les riches...", se rappelle-t-il tout en expliquant que le salaire d'une journée équivaut à trois lempiras (environ un dollar) et que la paire de chaussures la moins chère en vaut trente.

A leur arrivée à "Las Manos" ils sont accueillis par une assistante sociale de l'Institut nicaraguayen de la sécurité sociale et du bien-être (INSSBI) ainsi que par les autorités du HCR au Nicaragua qui s'occupent de leur retour à leur communauté d'origine. Par le biais de la direction pour les réfugiés, dont des rapatriés font aussi partie, l'INSSBI accorde une attention spéciale aux cas les plus graves telles que les malades, les enfants mineurs non accompagnés, etc.

Depuis quelques mois plusieurs institutions d'état du pays ont créé les Programmes de soutien aux rapatriés (PAR) qui existent dans le département de Segovia, où se trouve Las Manos et à Leymus, "la moskitia atlantique", ces deux villages étant situés à la frontière avec le Honduras. Ces programmes accordent ainsi une attention plus systématique aux nouveaux arrivants, dans le but de faciliter leur réinsertion économique et sociale. Dès que les rapatriés ont franchi la frontière, ils reçoivent leurs papiers, ce qui leur garantit aussi la possibilité d'une prompte intégration à la vie politique.

De nouveaux rapatriés sont attendus dans le courant du mois de septembre, selon ce qu'a annoncé le HCR, dans le cadre du programme normal mis en place par cet organisme avec l'appui du gouvernement nicaraguayen et qui a permis le retour de plus de 8000 rapatriés en 1988, ces chiffres font du Nicaragua le pays du continent ayant le plus grand flux de retours.

Bien que nul ne veuille encore en parler car le projet est en cours de concrétisation, il existe la possibilité d'un retour massif pour les mois à venir, quand le plan de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation volontaire de la "résistance nicaraguayenne", approuvé à Tela le 7 août, par les cinq présidents centraméricains, entrera en vigueur.

Les fonds supplémentaires nécessaires à une telle entreprise ne semblent guère préoccuper les fonctionnaires du HCR, ainsi que l'a récemment confié à l'ANN Werner Blatter, responsable de cet organisme pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. "Etant donné que le rapatriement volontaire est une solution durable et à long terme au problème des réfugiés, nous avons la conviction que la Communauté internationale apportera les ressources nécessaires", a-t-il affirmé lors d'une communication téléphonique depuis San Jose, Costa Rica.

OU EN EST LE PLAN ECONOMIQUE ?

par Ricardo Pino Robles

Managua, août (ANN). Huit mois après la mise en route du plan économique anti-inflationniste, il semble évident que l'ensemble des mesures prises pour le gouvernement est parvenu à contrôler le processus hyperinflationniste qui s'est déclenché l'an passé.

Le plus étonnant pour certains experts nationaux et étrangers n'est pas seulement le résultat positif, sans injection importante de ressources externes, mais surtout l'appui populaire dont a bénéficié ce train de mesures. Malgré son coût social, il n'a pas provoqué d'explosions populaires comme cela a été le cas dans d'autres pays d'Amérique latine, soumis pourtant à des crises moins dures.

Les objectifs principaux du plan économique ont été atteints en ce qui concerne la diminution brutale du rythme mensuel d'inflation, les stimulations à la production d'agro-exportation, les produits de consommation interne et la récupération du salaire réel des travailleurs.

La réduction importante des dépenses publiques menée à bien grâce à ce qui a été appelé ici "compactation", plusieurs dévaluations monétaires et une restriction sévère du crédit ont entraîné une forte contraction de la demande. Cela a permis de diminuer sensiblement, avec des hauts et des bas, le rythme mensuel de l'inflation qui est passé de 126,6 % en décembre dernier (record dans l'histoire économique du pays) à 62,2 % en juin, 8,5 % en juillet et 5,2 % en août.

Dans le but d'obtenir un appui national au plan économique et d'atteindre ses objectifs de stimulation de la production, le gouvernement a engagé dès le début de l'année un processus de concertation économique et sociale, repoussé clairement par la direction du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Cette attitude a limité l'ample soutien social recherché, mais elle n'a nullement empêché que la concertation se développe entre le gouvernement et les secteurs sociaux qui ont compris la nécessité de faire passer les intérêts de la nation avant les égoïsmes individuels ou de groupes. Des accords ont été passés avec la majorité des producteurs agricoles et des éleveurs, des transporteurs, des entreprises portuaires et douanières, avec la petite et moyenne industrie organisée. De grands pas ont été faits dans le secteur industriel grâce à la création du comité consultatif du Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce, auquel participent également les entrepreneurs privés (y compris du COSEP, mais en tant qu'individus), les entreprises publiques, les fonctionnaires de l'état et les représentants syndicaux.

L'exigence d'un salaire de base couvrant tous les besoins n'a pas été une condition posée par les ouvriers pour participer à la concertation, pas plus que l'aspiration à des profits de "temps normaux" de la part des entrepreneurs et des producteurs. Le gouvernement, quant à lui, s'est engagé à réduire au maximum les dépenses fiscales et à stimuler les exportations.

Le bilan élaboré par le Secrétariat à la planification et au budget de la République (SPP), daté du 5 juillet et correspondant au premier semestre 89, indique une certaine stagnation des exportations traditionnelles, avec 0,4 % de croissance par rapport à la même période en 88, mais par contre une forte croissance de 44 % des exportations de produits non traditionnels. Si l'on observe la ventilation en pourcentage des exportations traditionnelles, on se rend compte que certains secteurs connaissent une forte croissance par rapport à l'an passé. Parmi les plus dynamiques figurent le sucre (217 %), la viande de boeuf (121,9 %) et la banane (76,8 %).

Les pourcentages négatifs se rencontrent dans les ventes de coton (moins 57,2 %) et d'or (moins 7,5 %).

Le compte-rendu du SPP ne détaille pas les fluctuations des différentes exportations non-traditionnelles, produits industriels ou agro-pastoraux et autres. Les premiers chiffres émanant du ministère indiquent 12 millions de dollars de ventes pour ce premier semestre contre 9 millions pour la même période en 88. La soude caustique, les tubes lamines, le fil de fer, le café instantané, le rhum, les plastifiants, les sacs, les clous et le chlore sont parmi les produits les plus dynamiques.

Une autre source de devises nettes pour l'industrie, hormis les exportations, est la vente des rhums, des cigarettes et d'autres produits au "magasin diplomatique", qui a doublé ses ventes entre le premier semestre 88 et le premier semestre 89, avec cette année 4,5 millions de dollars.

Bien que les dévaluations continues (il y en a eu 20 entre le 4 janvier et le 2 juin) aient signifié une forte contraction générale de la demande, les estimations du SPP indiquent pour ce semestre une récupération de 61 % du salaire réel par rapport à décembre dernier.

A partir du 16 août, le gouvernement a repris la politique de mini-dévaluations du début de l'année, avec une dévaluation de 3 % de la monnaie nationale, dans le but de maintenir la rentabilité des exportations. Les salaires du secteur public ont augmenté de 8 % en août.

Néanmoins, les mêmes sources révèlent que le salaire réel des travailleurs a souffert d'une détérioration de 75 % en moyenne, entre janvier et décembre 88, et le pouvoir d'achat de janvier 88 est loin d'être rattrapé. La politique officielle, exposée publiquement par D. Ortega, consiste à tenter de remettre à niveau les salaires, afin non seulement d'améliorer le pouvoir d'achat de la population mais également de stimuler la demande pour absorber la grande quantité de produits industriels qui restent en magasin faute de marchés.

L'effet récessif de ces mesures qui ont touché tous les secteurs de la société et de l'économie nationale a signifié également un chômage mais, à la différence d'autres pays latino-américains, le chômage total est relativement faible alors que le sous-emploi est élevé.

Fin avril, alors que la restructuration avait déjà affecté sensiblement la force de travail industrielle, le Ministère du travail a évalué le chômage dans ce secteur à 4 % et le sous-emploi à 29 %. Chômage et sous-emploi sont évalués globalement à 35 % mais de nombreux économistes, officiels et indépendants, estiment que beaucoup de travailleurs rencontrent encore des alternatives dans le secteur informel, pourtant touché lui aussi par la récession.

Les experts gouvernementaux étudient aujourd'hui les possibilités de passer l'année prochaine à une phase de réactivation sélective de l'économie, mais seulement si le rythme mensuel de l'inflation se maintient en-dessous de 10 %. Ce processus de réactivation appellerait un approfondissement de la concertation économique et sociale ainsi que l'entrée de ressources extérieures que plusieurs pays européens ont promises à la conférence de Stockholm des 11 et 12 mai dernier. Jusque-là, seule l'Espagne a tenu sa promesse avec l'envoi de 10 millions de dollars.

Beaucoup se demandent ce qui a freiné ou empêché les explosions sociales qui ont été inévitables dans d'autres pays d'Amérique latine et menacent leurs politiques économiques. Il faut chercher la réponse du côté de la conscience élevée acquise par les travailleurs en 10 ans de révolution. C'est ce qu'a exprimé précisément le ministre de l'économie, de l'industrie et du commerce, Luis Carrion, dans son discours d'ouverture du comité consultatif, le 25 juillet : "Pendant ces dix ans, un mouvement syndical est né et s'est fortifié. Il sait lutter énergiquement pour les intérêts des travailleurs mais en même temps, il sait assumer avec maturité et avec une grande responsabilité sociale les sacrifices nécessaires à la défense de l'économie du pays, ainsi qu'il l'a démontré aux moments les plus difficiles. Il s'agit d'un mouvement syndical loin des démagogues et des opportunistes, clairement engagé pour le socialisme, mais disposé à appuyer de façon responsable l'économie mixte établie par la Constitution de la République et à travailler également constructivement avec les entrepreneurs privés qui respectent ses conquêtes sociales, politiques et économiques".

ANNEXE STATISTIQUE

Variation mensuelle du rythme de l'inflation (en pourcentage) juillet 1988 - juillet 1989:

Juillet 1988	83,5 %
Août	20,4 %
Septembre	48,2 %
Octobre	60,2 %
Novembre	111,8 %
Décembre	126,6 %
Janvier 1989	91,8 %
Février	45,8 %
Mars	20,1 %
Avril	12,6 %
Mai	15,5 %
Juin	62,2 %
Juillet	8,5 %
Août	6,6 %

EDUCATION DES ENFANTS HANDICAPES : UNE RESPONSABILITE POUR LA SOCIETE NICARAGUAYENNE

par Maria Isabel Pasos

Managua, août (ANN). Le Ministère de l'éducation du Nicaragua a entrepris l'application d'un nouveau modèle d'éducation spécialisée se fondant sur le travail communautaire et visant à une plus grande intégration des enfants handicapés dans la société.

Une éducation non traditionnelle est l'axe de ce nouveau programme qui repose sur la structure familiale ainsi que sur la communauté afin de promouvoir un milieu familial qui stimule le développement général des enfants présentant des déficiences physiques ou mentales.

Une étude détaillée élaborée par la Direction de l'éducation spécialisée de ce ministère a démontré que les limitations économiques qui affectent le pays empêchent pour le moment l'application de ce projet dans le cadre des services éducatifs traditionnels. Cette recherche, commencée en 1987, constituera la base de l'éducation spécialisée au Nicaragua et de la stratégie de développement à court et à moyen terme, plus adaptées à la capacité économique et technique du pays.

"Il y a deux ans, nous nous sommes rendus compte que le projet que nous développions ne pouvait satisfaire la demande car c'était un projet traditionnel dans des écoles d'éducation spécialisée", explique Chantal Pallais, directrice du nouveau programme actuellement en cours d'expérimentation.

Bien qu'à ce jour il n'existe pas de recensement qui fasse état de la demande réelle de la population handicapée de notre pays, les statistiques internationales établissent qu'environ 10 % de la population comprise entre 0 et 15 ans présente des retards de développement et par conséquent réquiert des services d'éducation spécialisée. On en déduit qu'au Nicaragua, où le nombre des enfants entre 0 et 9 ans s'élève à un million deux cent mille, environ cent vingt mille sont handicapés et ont besoin de recevoir un type d'éducation spécialisée. Ch. Pallais explique que ce n'est qu'à partir du triomphe de la révolution, en 1979, qu'a été fondé un département d'éducation spéciale pour les handicapés.

Sous la dictature somoziste il n'y avait que six écoles d'éducation spécialisée au Nicaragua, dont cinq privées, qui n'accueillaient en tout que 500 élèves et qui, du fait de leurs tarifs élevés, étaient inaccessibles aux plus pauvres. Dans le but de favoriser cette couche de la population trop longtemps laissée à l'écart, les premières actions du département d'éducation spécialisée se sont portées sur l'extension et la transformation des services existants.

C'est ainsi que le nombre de 6 écoles s'est élevé à 21, régies par le principe de l'enseignement gratuit. A l'heure actuelle, les services d'éducation spécialisée non traditionnelle portent sur 2.300 enfants dans tout le pays, suivant le type de retard qu'ils présentent.

Les 21 écoles d'éducation spécialisée accueillent des enfants atteints de problèmes mentaux, auditifs et visuels et trois écoles ne s'occupent que d'handicapés mentaux. De plus, il existe 26 salles de rééducation, situées dans des écoles ordinaires, outre les programmes d'éducation non traditionnelle mis en place dans les quartiers.

"Au début, nous avions une conception de l'éducation pas trop traditionnelle, les écoles se sont vite remplies et nous ne disposions ni d'enseignants spécialisés ni de directeurs formés à ce type d'éducation et nous n'étions pas organisés pour faire face à toute cette demande", reconnaît la directrice du nouveau programme.

"Actuellement, nous poursuivons des buts plus réalistes. Pour le moment, il est essentiel de développer un modèle souple qui nous dote d'une base technique et matérielle et qui garantisse le soutien de la communauté. Ensuite, nous pourrions étendre notre action".

Selon Ch. Pallais, on ne peut, au Nicaragua, aspirer à un haut niveau de technicité. "Nous ne pouvons guère prétendre que nos handicapés mentaux apprennent à lire et à écrire avec des ordinateurs comme le font d'autres pays", explique-t-elle.

L'EDUCATION POUR LA VIE

La situation au Nicaragua est dramatique. La plupart des parents savent que leur enfant a un problème parce qu'il est différent des autres, mais ils ignorent la manière de l'éduquer ou de lui enseigner ne serait-ce que les gestes de la vie quotidienne. Dans les visites de porte en porte réalisées par les promoteurs d'éducation spécialisée, ils ont rencontré des cas d'enfants qui ne savaient pas marcher, s'habiller ou communiquer avec les autres et qui parfois souffraient de malnutrition à cause du manque d'expérience de leur famille.

D'après la fonctionnaire du Ministère de l'éducation, au Nicaragua c'est "l'éducation pour la vie" qui est la plus importante, parce qu'elle est la base sur laquelle l'enfant, par la suite, sera en mesure de développer son apprentissage.

Suivant ce nouveau modèle, les éducateurs travaillent avec les parents afin de leur apporter des connaissances leur permettant d'aider leur enfant à prendre part aux activités du foyer et de la communauté. "Quoiqu'il ait existé auparavant un programme d'éducation spécialisée qui comprenait une composante communautaire, ce n'est que maintenant, à partir des conclusions de cette évaluation, que nous découvrons réellement le besoin de tra-

vailer dans la communauté".

Ce projet comprend deux types de stratégies: *Premièrement* l'approche communautaire pour les enfants en bas âge et *deuxièmement* l'intégration dans les écoles ordinaires pour les enfants souffrant d'un léger retard, les écoles spécialisées étant réservées aux cas qui présentent des déficiences plus graves.

PROBLEMES ET PROGRES

Le principal problème auquel se heurte l'éducation spécialisée dans ses deux lignes d'action est la formation. Au Nicaragua il n'y a pas de techniciens en éducation spécialisée. Les personnes qui travaillent dans cette branche sont des psychologues, des pédagogues, des travailleurs sociaux, etc.

Afin de résoudre partiellement ce problème, les universités du Nicaragua et du Costa Rica ont mis en place cette année un cours de formation professionnelle, avec un financement de l'UNICEF. Malgré les problèmes qui se sont présentés au cours de ces dix années, la directrice affirme que de nets progrès ont été enregistrés. "Nous avons quadruplé l'ouverture du programme et nous avons donné une réponse à une certaine demande existante; tout en étant parvenus à sensibiliser davantage les parents et la société dans son ensemble.

Population touchée par l'éducation spécialisée en 1988:

déficiences mentales	1'016
Déficiences auditives	317
Déficiences visuelles	29
Troubles d'apprentissage	125
Education en bas âge	629
Education par le travail	176
Total:	2'292

Source: Direction de l'éducation spécialisée du Ministère de l'éducation

Pour nous, la réussite c'est de penser que nous sommes en mesure de développer un modèle propre d'éducation spécialisée en accord avec notre réalité économique et socio-politique, ainsi que d'avoir acquis la certitude que dans quelques années nous pourrions parler avec assurance d'un programme que d'autres pays ne sont pas en mesure de mettre en oeuvre".

"En général, les gens pensent que le travail communautaire est de qualité inférieure. Au Nicaragua, nous avons commencé à démontrer que cela est faux. Pour nous, c'est un travail qui pénètre profondément dans la conscience de l'individu parce qu'il touche sa propre attitude

envers la vie".

MASAYA: 150 ANS D'EPOPEE POPULAIRE

par Alejandro Romero.

Managua, 30 août (ANN). Bien avant la conquête, avant que les espagnols ne foulent la terre américaine, Masaya était déjà Masaya, un chapelet de vingt villages indigènes bordant la lagune du même nom. Aujourd'hui, après tant d'années, l'Assemblée nationale lui rend hommage en lui décernant le titre de "patrimoine culturel de la nation".

Les indigènes *chorotegas* peuplaient alors Masaya, dont le nom signifie "terre à gibier" ou, selon d'autres, "terre qui bouillonne", en référence à l'inquiétant volcan du même nom dont les entrailles grondent en permanence. Le village devient commune au début du 19^{ème} siècle et un décret des dirigeants de l'époque en a fait une ville en 1839, il y a 150 ans.

La cité s'est nourrie d'une forte tradition culturelle qui s'étend au-delà des frontières du pays. Ses habitants ont acquis une réputation de travailleurs et Masaya est aujourd'hui un centre d'artisanat national, où se fabriquent les "petates" (nattes de jonc), les vêtements traditionnels et les hamacs, appréciés des visiteurs et des nicaraguayens.

La vie politique y a toujours été forte. A plusieurs reprises, ses tambours de guerre ont résonné dans le pays. Au début du siècle, un jeune avocat libéral, Benjamin Zeledon, lutte jusqu'à la mort face à l'armée d'occupation des Etats-Unis. A quelques kilomètres de Masaya, peu de temps avant la mort de B. Zeledon, naît celui qui deviendra le général des hommes libres, *Augusto C. Sandino*, père de la révolution qui fera tomber la dictature somoziste en 1979.

Pendant que dans la montagne, au début des années 30, Sandino chasse les envahisseurs yankees, Masaya continue à s'activer et le quartier indigène de Monimbo (intégré à la ville depuis la conquête) vit une existence paisible. Mais les tambours de guerre résonnent à nouveau en 1978, quand le journaliste Pedro J. Chamorro est assassiné. Les habitants de Masaya se jettent alors dans les rues pour protester, la garde nationale de Somoza tire sur les manifestants et assassine de nombreux civils. Les nuits de l'insurrection démontrent toute l'invention dont est capable un peuple décidé à lutter pour sa liberté. Des enfants de huit, dix, douze ans, lancent leurs bombes artisanales contre les patrouilles de la garde nationale en ces journées d'épopée populaire.

Le 19 juillet 1979, l'insurrection triomphe et les tambours de Masaya, de Monimbo résonnent une fois de plus mais

le son a changé, le rythme fête la paix et le retour au travail quotidien, créatif, à la lutte pour la vie de tous les jours.

Aujourd'hui, 150 ans après sa fondation, l'Assemblée nationale rend hommage à la tenacité, à la lutte quotidienne de cette cité en lui décernant le titre de "patrimoine culturel de la nation". Symbole de lutte, de culture, d'obstination à vivre, Masaya est le patrimoine du Nicaragua tout entier.

ELECTIONS: CINQ PARTIS ONT DEJA POSE LEUR CANDIDATURE

Managua, 4 sept (ANN). Cinq partis sur les 21 groupes politiques légalisés ont déjà choisi leur formule politique pour les élections présidentielles du 25 février 1990.

Depuis le 25 août, la campagne électorale est officiellement ouverte. Elle se conclura en février prochain. A ce jour, seulement trois partis ont inscrit leur candidat. Les candidats à la présidence sont : Bonifacio Miranda pour le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), Moises Hassan pour le Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR) et Blanca Rojas pour le Parti d'unité d'Amérique centrale (PUCA).

Les autres candidats présidentiels, non inscrits auprès du Conseil suprême électoral (alors que le délai légal de dépôts de candidatures se termine le 30 septembre) sont : Erik Ramirez pour le Parti social chrétien (PSC) et Violeta Chamorro pour l'Union nationale de l'opposition (UNO).

Le samedi, 2 août, la coalition de droite, Union nationale d'opposition (UNO), alliance de 14 partis de cinq tendances différentes, après trois jours de vives discussions qui ont failli rompre la fragile alliance, a choisi le duo Violeta Chamorro et Virgilio Godoy (vice-président).

Alors qu'il reste peu de jours selon les délais légaux d'inscription des candidats à la présidence, le paysage politique nicaraguayen se caractérise par de vives luttes entre les dirigeants des divers partis d'opposition.

Ces luttes intestines ont entraîné la création de 21 groupes politiques d'opposition au Front sandiniste, fait sans précédent dans le pays et en Amérique centrale.

Les fortes contradictions sont surtout évidentes au sein de l'UNO. Dans cette alliance se retrouvent aussi bien l'extrême droite que les dits partis communistes et socialistes, leur jeu du consensus est soutenu par l'ambassade des Etats-Unis, comme on le sait, et ils prétendent arracher le pouvoir aux sandinistes.

Selon les lois en vigueur, tous les partis politiques re-

cevront un financement du Conseil suprême électoral pour leur campagne électorale. Ils pourront également recevoir des financements de l'étranger mais à la condition de reverser 50% de ces financements au CSE.

Parmi les candidats à désigner, il manque tout d'abord ceux du Front sandiniste. Ce n'est un secret pour personne que la formule sera Daniel Ortega et Sergio Ramirez. Ils manquent également ceux du Parti conservateur démocrate et du Mouvement d'action populaire marxiste-leniniste.

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA. Telex (45) 817'585'158 com ch.

